



**PRÉFET  
DES CÔTES-  
D'ARMOR**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale  
de la protection des  
populations**

**Arrêté préfectoral du..... 10 MARS 2022.....  
portant décision après examen au cas par cas  
en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement**

Le préfet des Côtes d'Armor  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- Vu** la directive 2011/92/UE du parlement européen et du conseil du 13 décembre 2011 modifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;
- Vu** le code de l'environnement et notamment ses articles L. 122-1 II et IV, R. 122-2 et R. 122-3 ;
- Vu** la loi du 10 août 2018 pour un État au service d'une société de confiance (ESSOC) et notamment son article 62 modifiant les conditions de l'examen au cas par cas ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu** l'arrêté du 12 janvier 2017 fixant le modèle du formulaire de la « demande d'examen au cas par cas » en application de l'article R. 122-3 du Code de l'environnement ;
- Vu** la demande d'examen au cas par cas n° 2022-22-0006, accompagnée de plans, relative au projet prévu sur le territoire de la commune de Quemper Guezennec, présentée par la SCEA MIKAEL TROADEC, reçue et considérée complète le 8 février 2022 ;

**Considérant** les caractéristiques du projet :

- absence d'augmentation de la rubrique principale 3660-b ;
- projet soumis à déclaration ;
- pas de modification des effectifs porcins produits ;
- pas de modification du mode de production ;
- maintien du plan d'épandage autorisé ;

**Considérant** la localisation du projet :

- hors zone protégée, zone humide et site Natura 2000 ;
- en dehors de zone fortement urbanisée et à distance des tiers ;

**Considérant** les caractéristiques de l'impact potentiel :

- projet prévu en extension et en prolongement de l'existant ;
- impact supplémentaire modéré et limité au voisinage proche des installations déjà existantes ;

**Considérant** que le projet, au vu des éléments fournis, n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement au sens de la directive 2011/92/UE du parlement européen et ne justifie pas la réalisation d'une évaluation environnementale ;

**Sur proposition** de la secrétaire générale de la préfecture des Côtes-d'Armor,

## ARRÊTE :

### Article 1<sup>er</sup>

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du Code de l'environnement, le projet de construction, au nom de la **SCEA MIKAEL TROADEC**, d'une Fabrique d'Aliments à la Ferme (FAF) d'une capacité de 5582 m<sup>3</sup> soumise à déclaration rubrique 2160-2b ainsi qu'un atelier de broyage, concassage, criblage d'une puissance 109,1 kW soumis à déclaration rubrique 2260-1b au lieu dit « Pors Lann » 22260 QUEMPER-GUEZENNEC est dispensé de la production d'une étude d'impact.

### Article 2

La présente décision est délivrée au regard des informations contenues dans la demande (formulaire et ses annexes). Elle peut être remise en cause si les résultats d'études ultérieures mettent en évidence des impacts ou une sensibilité particulière du milieu.

### Article 3

Cette décision, délivrée en application de l'article R. 122-3 du Code de l'environnement, ne dispense pas des autres procédures et autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis. Par ailleurs, l'absence de réalisation d'une étude d'impact ne dispense pas le pétitionnaire de mettre en œuvre les principes généraux énoncés à l'article L. 110-1 du Code de l'environnement, particulièrement en ce qui concerne le principe d'action préventive et de correction.

### Article 4 : Voies et délais de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux adressé à M. le préfet des Côtes d'Armor à la direction départementale de la protection des populations au 9 rue du Sabot 22440 Ploufragan et formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur Internet.

### Article 5 : Affichage

Le présent arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture des Côtes d'Armor et transmis pour conservation au pétitionnaire.

### Article 6 : Exécution

La secrétaire générale de la préfecture des Côtes d'Armor et le directeur départemental de la protection des populations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie est notifiée au pétitionnaire pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives.

Saint-Brieuc, le

10 MARS 2022

Pour le préfet et par délégation,  
La secrétaire générale,

  
Béatrice Obara